

# L'indispensable planification écologique

Antoine Reverchon

## LA REVUE DES REVUES

Plan Biden aux Etats-Unis, Green New Deal en Europe, retour du haut-commissaire au plan en France... La réapparition de l'idée de planification de l'économie par la puissance publique, après quatre décennies de règne de la « loi du marché », a parfois des relents de nostalgie. Ce numéro de la revue *L'Economie politique* (éditée par Alternatives économiques) nous plonge au contraire dans une proposition d'avenir. Il vise à définir les contours de ce que serait une véritable politique économique pour les trente années à venir, entièrement tournée vers un seul objectif : mener à bien la décarbonation de l'économie, indispensable à la préservation de la planète.

Certes le sommaire propose quelques pas de côté : historiques en s'intéressant au fameux Commissariat général du Plan, maître d'œuvre de l'entrée de la France dans les « trente glorieuses » (Michel Margairaz), géographique en décrivant la planification économique chinoise (Alicia Garcia Herrero). Mais c'est pour mieux souligner les spécificités de ces épisodes particuliers, quand la donne actuelle appelle des dispositifs nouveaux.

## Mesurer l'ampleur de la tâche

Le lecteur en découvrira les différentes facettes en lisant l'article des économistes Michel Aglietta et Etienne Espagne qui décrit ce que serait une politique publique efficace et cohérente pour atteindre l'objectif de neutralité carbone en 2050. Tout aussi éclairant est l'entretien avec Benoît Leguet, membre du Haut Conseil pour le climat, qui décrypte la stratégie nationale bas carbone (SNBC) édictée en 2015 et censée diriger depuis toutes les politiques publiques, alors que, significativement, personne (ou pas grand monde) n'en a entendu parler...

Un autre entretien, avec l'économiste Jean Pisani-Ferry, professeur à Sciences-Po (et chroniqueur au *Monde*), permet de mesurer l'ampleur de la tâche à accomplir pour que les mentalités acceptent les changements nécessaires, de l'obligation de « remplacer la chaudière de chacun d'entre nous » à la reconversion des milliers de travailleurs de l'énergie, de l'automobile ou de l'aéronautique, en passant par la rupture des économistes avec les canons dominants de leur profession sur les mérites du « signal prix » ou la neutralité de l'Etat face aux choix technologiques.

Non, l'Etat devra bel et bien faire des choix, risqués souvent, pour que changent nos modes de vie. Mais avec la participation de chaque citoyen, chaque acteur économique, sinon rien ne se fera. Voilà qui devrait réhabiliter définitivement l'art de la politique et du débat démocratique.

« La planification, une idée d'avenir », « L'Economie politique », n° 89, janvier 2021, 12 euros.